



Réponses du Gouvernement du Cameroun aux commentaires du TAP

Yaoundé, 28 Septembre 2012

Commentaires	Réponses du Gouvernement du Cameroun
<p>The introductory pages need to be tidied up: a number of attributions are wrong; acronyms are missing; the list of participants in producing the R-PP is wrong, in as much as many people who were consulted, are listed as though they were authors.</p>	<p>Le tableau mentionnant l'équipe de rédaction (p.3) présente toutes les parties prenantes ayant participé à des niveaux distincts à la rédaction du document. Nous relevons que les personnes consultées seulement sont tellement nombreuses que l'on ne peut pas les citer toutes. Ce tableau confirme le caractère participatif du processus d'élaboration et de rédaction du RPP du Cameroun.</p>
<p>Composante 1A</p>	
<p>With regard to the Steering Committee, it is noted that international conservation NGOs who have been active contributors to forest conservation and improved management in Cameroon for decades, are omitted. Given the long history of international NGO cooperation with the Government of Cameroon in forest conservation and management and the extensive experience and deployment of personnel that are qualified and actively employed in field based programs this failure to take advantage of these resources is, in the opinion of at least two of the reviewers a significant and unfortunate oversight.</p>	<p>Les ONG internationales de conservation ne sont pas oubliées dans le processus REDD+, et particulièrement dans le comité de pilotage.</p> <p>En effet, étant donné que le Comité de Pilotage est une structure nationale, il est primordial que les institutions nationales en en soient les principaux constituants.</p> <p>De plus, dans l'arrêté portant création du comité de pilotage, il est stipulé que « le président peut inviter toute autre personne, en raison de ses compétences (...) à participer aux travaux du comité (...) » (article 2, alinéa 3). Les Organisations Internationales figurent parmi ces « personnes » qui peuvent être conviées par le comité de pilotage.</p> <p>Il est utile de relever que dans ce document, il y a une grande reconnaissance faite aux travaux réalisés par ces ONG internationales. Ceci constitue un indicateur de leur future implication dans le fonctionnement du Comité de Pilotage en fonction de leur spécificité et de leur domaine de compétence.</p> <p>Il reste tout de même clair que pour des raisons d'efficacité dans le fonctionnement du Comité de Pilotage, on ne peut pas individuellement intégrer toutes les ONG internationales qui travaillent déjà sur la thématique REDD+ dans le cadre du Sous-groupe REDD du CCPM.</p>
<p>In section 1a-1. The text says that MINEF and MINFOF (with participation of some other ministries like Plan) make up the REDD Coordination operation unit. However, the diagram, (Figure 1, p.5) does not reflect</p>	<p>La REDD+ est une des réponses de CCNUCC aux problèmes des changements climatiques. Le MINEP est la structure officiellement désignée par le Gouvernement du Cameroun pour la mise en œuvre</p>



<p>that. It shows MINEF as the overall lead. Neither MINFOF nor Plan appears there. There is a general concern amongst reviewers that the true interdisciplinary nature of REDD+ is overlooked in this structure and that it risks losing its real force by being too traditionally sectoral.</p>	<p>de la CCNUCC et donc pour le processus REDD (voir p.5). Elle joue le rôle de Point Focal, en ce terme, qu'elle coordonne les actions de tous les acteurs intervenants sur la question telles le MDP, la REDD+, l'adaptation, etc. Il est à noter que la collaboration du MINEP avec le MINEPAT, fenêtre pour la coopération du Gouvernement Camerounais, sera étroite dans la mise en œuvre de la REDD+.</p> <p>Pour le cas particulier de l'implication du MIFOF dans la REDD+ : l'arrêté portant création du Comité de Pilotage stipule que la Vice-présidence du Comité de Pilotage est assurée le MINFOF (Article 3, alinéa 1). De même, ce dernier fait partie des responsables désignés du Secrétariat Technique (Article 7, alinéa 1).</p> <p>Le choix de ne pas détailler toutes les parties prenantes sur l'organigramme est délibéré. En effet, si on détaille les acteurs en amont, on devrait aussi le faire dans toutes les structures existantes en aval.</p>
<p>Another concern is the numerical marginalization in the committee structures, of both civil society groups and indigenous peoples groups. They are greatly outnumbered on the committees and will find it hard to make their voices heard.</p>	<p>Plan d'action : réviser le contenu de l'arrêté portant création du comité de pilotage afin d'équilibrer le nombre des parties prenantes en fonction de leurs institutions dans ledit comité de pilotage.</p> <p>Cette activité correspond au contenu du R-PP qui dit que : « Si un niveau plus élevé de coordination du processus est requis durant la phase de mise en œuvre du processus, le contenu de l'arrêté pourra être modifié. Il en est de même de l'agencement des différentes entités dont la constitution, le rôle et le fonctionnement pourront évoluer » (p.7).</p> <p>Pendant le processus, le travail a toujours été réalisé plusieurs acteurs de la Société Civile dont la Plateforme REDD et CC, le CED, etc.</p> <p>Voir également le contenu de l'arrêté portant création du comité de pilotage : il est stipulé que « le président peut inviter toute autre personne, en raison de ses compétences (...) à participer aux travaux du comité (...) » (article 2, alinéa 3).</p> <p>Le représentant de la Société Civile dans le comité de pilotage est issu de la Plateforme Nationale REDD et CC qui est un regroupement des réseaux et des associations de la Société Civile impliqués dans les questions de changement climatique en général et de la REDD+ en particulier.</p>
<p>The text and diagram make reference to an interdisciplinary pool of experts – drawn from where? What agencies? Private sector? NGO? Academic?</p>	<p>Le Cameroun dispose d'une masse critique importante. Ce document a été préparé par des experts nationaux.</p> <p>Par ailleurs, il est stipulé que : « Pour mener à bien les missions qui lui sont assignées, le Coordinateur National sera également appuyé par un pool d'experts interdisciplinaires, en plus de ceux des</p>



	<p>cellules, dont les compétences couvrent les questions institutionnelles et juridiques, la planification, l'aménagement, et la socio-économie et/ou développement participatif » (p. 7).</p> <p>Les experts du Secrétariat Technique seront un mélange (p. 8). Ces experts seront des consultants individuels (nationaux et/ou internationaux) qui seront assignés à 100% de leurs temps à l'appui technique au Coordonateur National. Ils seront recrutés selon leurs compétences respectives. Le Cameroun est aussi ouvert à toute coopération technique internationale telle que présentée dans l'organigramme (voir p.5). « Le recrutement de ces experts se feront par appel d'offre ouvert à toutes les personnes possédant les expériences requises » p.8</p>
<p>Many ministerial entities are mentioned but it is not clear how they will actually be engaged.</p>	<p>Les ministères sont membres du comité de pilotage. Ils sont également membres des instances au niveau des régions et des départements. Les ministères feront partie intégrante des groupes de travail thématiques en charge d'appuyer la construction de la stratégie.</p> <p>« Etant un processus multisectoriel et partenarial, la REDD+ fera appel à la coopération avec les ministères sectoriels et les services publics. Le Secrétariat Technique sera ainsi en charge de coordonner les rencontres et les échanges/réflexions sur la REDD+ menées avec les différents ministères (MINEPDED, MINFOF, MINDCAF, MINADER, MINEPIA, MINIMDT, MINEPAT, MINAS, MINPROFF, MINEE, MINFI, MINRESI, etc.) et les services publics (tels ANAFOR, INC, INS, IRAD, etc.) qui seront impliqués dans le processus REDD+. Ces échanges se feront entre autres dans le cadre des Groupes de réflexion thématique. Au-delà de ces attributions, à terme, les administrations sectorielles seront mobilisées pour la mise en œuvre de la future stratégie REDD+ du Cameroun » (p.9)</p>
<p>In Section 1.a.4. The discussion on decentralization is clear and informative. The establishment of Departmental technical committees with MINEPDED and MINFOF as core agencies is appropriate. The text says that departmental committees will “mobilize various stakeholder groups” but that is not the same as having them participate in the work and decisions of the committee. TORS for how these regional entities will be composed and how they will function should be produced early on in PY1 of implementation.</p>	<p>Plan d'action pour la première année : produire les termes de référence de ces organes départementaux et régionaux</p> <p>« La mise en place de ces structures se fera progressivement, en fonction de l'identification des zones prioritaires d'intervention pour le processus. Pour la première année de mise en œuvre du R-PP, les TDR de ces structures déconcentrées et décentralisées seront clarifiés » (p. 10)</p>
<p>Discussion of role to respond to “conflicts” is to be coordinated with the IEC operational cell but it is not clear what is really anticipated there. Perhaps this will draw on civil society collaboration but this needs to be described, including how it will be structured and financially supported.</p>	<p>Les organes de gestion des conflits seront constitués selon des modèles à identifier lors de la phase préparatoire de la stratégie. Il est juste reconnu que son fonctionnement et sa composition pourront s'inspirer des cadres de gestion de conflits existants actuellement (voir la composante 2C – cadre de mise</p>



	<p>en œuvre). L'implication de la société civile lors de l'identification de ces modèles sera incontournable pour pouvoir mettre en place des structures adaptées.</p>
<p>Composante 1B</p>	
<p>Section 1.b.2 notes the importance of Indigenous Peoples and women and intention to reach out during PY1 to get them on board and involved in the process of identifying key elements of policy reform. <i>This should be given priority.</i></p>	<p>Plan d'action pour la première année : construction de la stratégie d'implication des femmes et des peuples autochtones (voir p. 21)</p> <p>« L'engagement de ces différents groupes dans le processus est nécessaire lors de la construction de la stratégie pour que leurs intérêts soient réellement pris en compte et qu'ils bénéficient des retombées du processus. Une stratégie d'implication de ces groupes sera élaborée lors de la première année de mise en œuvre du R-PP. En effet, ces groupes sont plus à même d'identifier clairement leurs besoins afin de répondre au souci du Gouvernement de faire de la REDD+ un levier de développement » (p. 16 - 17)</p>
<p>Section 1.b.3.notes 40 workshops have been carried out for sensitization/awareness since 2008. 11 workshops were held between December, 2011 and March 2012. There is a stated intention to organize further outreach by agro-eco zone which seems like a good organizing principal. The section notes some printed and broadcast materials have been produced and distributed. Beginning to assess the impact of these methods early in RPP implementation could provide useful feedback for fine-tuning the process and being cost efficient.</p>	<p>Le processus REDD est continu et participatif. Il nécessite la poursuite des activités d'information, de formation, de sensibilisation, de concertation. Cette approche sera utilisée dans les activités qui vont accompagner la préparation du Cameroun au mécanisme REDD+ et particulièrement dans l'élaboration de la future stratégie (pour plus de détail, se référer à la composante 1c). (p.17)</p> <p>Les ateliers ne sont pas encore suffisants pour disséminer toutes les informations sur la REDD et le processus.</p> <p>Certains partenaires techniques du MINEP tel l'UICN ont réalisé des analyses sur l'impact de la stratégie de communication et de diffusion d'informations dans le cadre du processus REDD. UICN mettra à disposition les résultats de ces analyses (en cours) auprès des représentants de la Société Civile sur tout le territoire national. Des recommandations émaneront de ces études et seront utilisées pour l'identification des activités futures.</p>
<p>Though Cameroon has made a very good start on promoting REDD awareness through outreach efforts to date, the "key" will be to turn this awareness into ongoing participation. Much effort has been placed in recent years (outside the R-PP preparatory process) on working out how, in Cameroon, to transfer increasing responsibility to village structures. This is a promising platform on which to build dialogue, and has been noted positively by reviewers. They note however, that the claim that 100.000 people have been reached by the consultation process is surely an exaggeration.</p>	<p>Cette estimation n'est nullement une exagération étant donné que lors des ateliers de formation, les participants étaient aussi les ONG (ou du moins leurs représentants) dont l'une des attributions est de diffuser les informations.</p> <p>Il est mentionné que « Avec une participation variable par atelier, se situant entre 30 et 200 personnes, les travaux de sensibilisation, information et formation réalisés par la société civile, les partenaires techniques et les administrations auront touché directement au moins 4 000 personnes. Etant donné que localement, les informations sont disséminées par effet tâche d'huile par les ONG constituant la société civile mais aussi par les personnes déjà formées et informées, pas moins de 100 000</p>



	<p>personnes ont pu être informées sur le processus REDD+ ». (p.19).</p> <p>Sans compter le nombre de personnes informées par les médias notamment les radios communautaires, les radios publiques, la télévision publique et les chaînes de télévision privées. (voir p.19)</p> <p>Il est utile de relever que dans le processus de préparation, cette sensibilisation devrait être plus importante et plus large afin de toucher de manière spécifique les populations en fonction de leurs zones agroécologiques et de leurs actions optimales dans la REDD+.</p>
<p>The reviewers are concerned that the interests of indigenous peoples have got buried under the more general rubric of “civil society”, an area of dialogue which is not well suited to the needs and habits of expression of the indigenous peoples of Cameroon’s forests.</p>	<p>Beaucoup d’ONG de la Plateforme se présentent comme des représentants des Peuples Autochtones. C’est le cas de RACOPY, MBOSCUA, ASBAK, etc.</p> <p>Cette typologie des parties prenantes peut encore évoluer en fonction des consultations à mener dans le cadre du processus. Cette première catégorisation est le fruit des consultations menées dans les différentes zones agroécologiques par le MINEP et ses différents partenaires. Les peuples autochtones sont reconnus jusqu’à maintenant comme faisant partie de la Société Civile.</p> <p>Des discussions sont en cours au sein du MINAS pour identifier les différents groupes au Cameroun. Le cas particulier des peuples autochtones en fait partie. Au regard de ces éléments, la question reste ouverte et cette problématique sera sûrement traitée lors de la phase préparatoire.</p>
<p>The cost estimates given in Tables 2 and 1b (p 21) concerning stakeholder consultations appear unrealistic at this stage of program development and need to be adjusted to adapt to reasonable expectations of the resources available in the short term and actions need to be carefully prioritized to make best use of the limited resources.</p>	<p>Pour l’élaboration du RPP, les \$ 200 000 donnés par le FCPF étaient très insuffisants pour mener à bien les activités de sensibilisation et de concertation pour l’élaboration du document. Le Gouvernement du Cameroun a apporté, avec l’appui des partenaires (cf. annexe 1b), les moyens nécessaires à ces activités.</p> <p>Aussi, compte tenu de la vision REDD+ que présente le Cameroun, la grande diversité de notre pays traduite par les 5 zones agroécologiques qui implique des actions spécifiques pour chacune d’elles au profit de la REDD+, nous considérons que le budget présenté est en dessous des besoins réels de mise en œuvre du processus.</p> <p>Il est utile de relever que certains partenaires travaillent déjà dans la capitalisation des travaux réalisés dans le cadre du processus REDD. Toutefois, il est important de renforcer ces activités et de monter une base de données sur les activités REDD+ car ces données seront usitées non seulement pour la stratégie mais également pour l’identification et la mise en œuvre de projets pilotes.</p>



Composante 1C	
<p>The preparation team has made notable efforts at outreach to increase knowledge and awareness of REDD+ and the issues it involves both across government agencies and institutions and geographically. The consultation and verification process for the RPP Proposal is less well documented. There appears to be broad cross-sectoral engagement (as evinced by the <i>Arrete</i> establishing the steering committee and the design of the Technical Secretariat with a number of “lateral” partnerships proposed with national institutions to accomplish technical elements.</p>	<p>Voir les modifications apportées dans la composante 6</p>
<p>All reviewers have appreciated the efforts that have gone into this part of the preparation and the mechanisms and procedures proposed seem to be well-grounded. Reviewers note, however, that the circumstances of rural life vary enormously from one end of the country to another, both for ethnic as well as geographical reasons. For these reasons, it is necessary to be both flexible and sensitive in the design of consultation processes, for they will need to be very different, according to circumstance. The subtleties of this are missing from the R-PP so far.</p>	<p>« Les consultations seront participatives et devront couvrir toutes les zones agroécologiques afin de capitaliser les particularités (ethniques, économiques, sociales, écologiques, etc.), de ces zones » (p.25)</p>
<p>Box 3 p 23-4. Provides a good summary of objectives but begs the question of “what is the business model?” It appears very top down and government driven as presented. I question whether all agro-ecological zones deserve the same attention. There is need for some prioritization as to where the “problems” and opportunities are.</p>	<p>Ces objectifs ne sont pas exhaustifs et ne reflètent pas encore toutes les particularités des zones agroécologiques. Ils doivent encore être détaillés dans le futur plan de participation et de consultation qui sera élaboré lors de la première année de mise en œuvre du RPP. Une priorisation des besoins se fera lors de la construction de ce plan de participation et de consultation.</p> <p>« Les objectifs par type d’acteurs présentés ci-dessous résultent de la compilation des données collectées lors des consultations menées pour la rédaction du RPP. Ils ne sont pas exhaustifs. Ils seront mieux définis lors de la construction du plan de consultation qui se fera durant le premier semestre de 2013. » (p.23)</p>
<p>P25. The “topics” identified for consultation are inclusive but some will require some background preparation to be useful. There is also a need to sequence and prioritize topics due to resource limits.</p>	<p>Les préalables à la consultation doivent tout d’abord être respectés. Il s’agit en grande partie de la mise à disposition de l’information qui provient entre autres des études thématiques. La priorisation des consultations à mener sera établie dans le plan de consultation à préparer au début de la phase préparatoire. Elle sera mieux détaillée dans les plans de travail annuel du Secrétariat Technique.</p>
<p>P27. Setting up a “permanent framework” for information dissemination (and an archive of relevant data and analysis) is important. Lessons learned in DRC (and possibly other early action countries like Guyana could be relevant here). Cameroon should consider drawing on regional (e.g. COMIFAC) and Global (e.g. Global REDD Readiness Forum) institutions for assistance in drawing in these lessons</p>	<p>Voir modification p. 28 « Les résultats des consultations (locales, régionales et nationales) mais également des études et réflexions menées dans le cadre du processus seront centralisés auprès de la cellule IEC du Secrétariat Technique. Cette dernière sera chargée de l’actualisation des outils de diffusion des informations, prenant ainsi en compte les résultats</p>



<p>and good practice experience.</p>	<p>des consultations réalisées. Les outils de communication et les informations seront diffusés et mis à la disposition de toutes les parties prenantes à travers différents canaux de communication (tels les sites internet, etc.) pour processus REDD+ transparent. Un cadre permanent de gestion et de transfert de l'information sera développé à cet effet avec une base de données qui sera ouverte au public, en s'inspirant des expériences des différents programmes et processus ou d'institutions spécialisées (COMIFAC, etc.) »</p>
<p>P28. The BUDGET estimate for 1c shows a very high estimated cost for dissemination \$1.7m and an exorbitant cost for “consultations” (\$6.725m). The total budget estimated (\$12.5m) is unrealistic given the current level of resources on offer. This will require careful sequencing and prioritization of expenditures in the initial years of implementation. Successful initial work will make it more likely that additional funds will be forthcoming one some results are shown.</p> <p>Efforts to date have been successful in raising awareness both across sectors within government and to some extent to more local (provincial) authorities. Outreach to local community stakeholders has (apparently) already begun to show the value of this dialogue although the major “engine” of such consultations appears to be international NGOs whose participation in the proposed future process is not well represented.</p>	<p>Certes, le montant demandé pour la réalisation des consultations est élevé mais il est justifié au regard des transferts d'informations et des consultations prévues dans le processus : ces consultations ne seront pas seulement nationales. Elles seront tout au moins réalisées dans toutes les zones agro-écologiques à l'échelle le plus large. L'objectif du Gouvernement est de réaliser en effet des consultations avec les communautés locales pour faire de la REDD+ un processus réellement « bottom-up » (de la base).</p> <p>Le montant est élevé mais garant d'une réelle participation au processus. Etant donné que le Cameroun veut mettre un accent sur l'aspect social lié à la REDD+, il est normal si le coût de cette action est important.</p> <p>« Pour le Cameroun, les consultations ne se feront pas seulement au niveau national, mais également au niveau des zones agroécologiques et des zones d'action afin de pouvoir intégrer pleinement les caractéristiques et particularités de ces zones. Cette démarche est cohérente avec les approches choisies pour la construction d'une stratégie réellement « bottom-up », participative et inclusive. » (p.25)</p> <p>La priorisation se fera lors de la construction du plan de participation et du plan de consultation prévue lors de la première année.</p> <p>Le processus REDD du Cameroun avec une forte collaboration avec les ONG internationales. Cette collaboration est privilégiée étant donné qu'une grande partie des actions de formation et de sensibilisation ont été réalisées par ces institutions. Ces ONG envisagent encore de continuer dans cette optique afin d'aider à faire avancer le processus REDD+ du Cameroun. L'inventaire des activités de ces partenaires technique qui en est cours donnera avant déc. 2012 plus de précision sur ces apports.</p>
<p>Composante 2a</p>	
<p>Section 2a.1 provides a fair summary of existing historical data on deforestation, bushfires, woodfuel</p>	



<p>demand, illegal logging and a good overview of the principal direct causes of deforestation and degradation. The breakdown by agro-eco zones to show the different situations and drivers among these is a sound technical approach, though ambitious. It underscores the utility of the approach taken by Cameroon to base their national evaluation on a compilation of data by agro-eco zone.</p>	
<p>Box 5 (p32) attributes 51% of land-based greenhouse gas emissions to land use change. It would be important to distinguish “permanent” land use change such as industrial scale conversion for crops vs. “temporary” conversion for shifting cultivation artisanal agriculture. After Cameroon’s long history of research into these issues over the last thirty years or so, it is a pity that more use is not made of the rich data sources that could support these presentations.</p>	<p>« Dans le cadre de la communication nationale, il n’était pas possible de faire la part entre les émissions dues à un changement permanent d’utilisation des terres (comme agroindustrie, etc.) et celles dues à un changement temporaire d’utilisation des terres (agriculture vivrière, etc.). La distinction entre ces sources d’émission de GES sera faite lors de l’étude sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts. » (p.32)</p>
<p>Pages 38-40 provide a good overview of the range of existing government policies and strategies that will need to be reviewed and may need to be adjusted as a REDD+ action plan emerges.</p> <p>Not enough attention is given to the fact that there is a serious lack of inter-ministerial coordination, leading to big anomalies, such as those between the ministries in charge of mining and minerals, and those in charge of forests. This lack of joined-up government is thought by several reviewers to be, in itself, a serious cause of weak governance and forest loss.</p> <p>It would be worthwhile to note what kind of cross-linkage is planned with the program getting underway to update the national Biodiversity Strategy and Action Plan and how this might relate to development, implementation and monitoring of environmental safeguards (biodiversity in particular). Similar acknowledgement of coordination with NAPA and Desertification action plans would be appropriate.</p>	<p><u>Manque de coordination entre les différentes stratégies et politiques d’utilisation des terres</u></p> <p>« L’insuffisance de communication et de coordination interministérielle ainsi que l’absence d’un plan d’aménagement du territoire a eu des conséquences perceptibles dans l’attribution des titres d’exploitation à des sociétés privées (mines, forêts, agriculture, aire protégées) (Schwartz et <i>al.</i>, 2012). L’une des conséquences perceptibles est l’attribution de 28 permis d’exploration miniers et pétroliers à l’intérieur de 12 aires protégées lors des sept dernières années » (p. 37)</p> <p>“Même avec efforts d’amélioration de la situation, à travers notamment la révision des législations forestière et environnementale, la gouvernance rencontre des problèmes qui ne sont nullement incontournables. Avec ce constat, il n’est pas exclu que la REDD+ puisse rencontrer des problèmes de gouvernance, notamment une faible synergie entre les secteurs (agriculture, forêt, mines, etc.) et les dysfonctionnements pour la mise en œuvre des lois et politiques » (p. 40)</p> <p>PANA / NBSAP / PANLCD. Ces stratégies sont sous l’apanage du MINEP. Lors de l’élaboration du présent document, elles ont été considérées afin de favoriser une coordination entre elles et éviter les doubles.</p>
<p>Table 5 gives a good representation of the most important sectoral and cross-sectoral strategies to be deployed to address deforestation and degradation and the document recognizes that implementation of the strategies will vary considerably by agro-eco zone. However, the proposed strategies as a whole do not yet give the confidence that, if implemented, they would deal adequately with the drivers of deforestation and degradation identified in the previous section.</p>	<p>Les liens entre les options stratégiques et les causes de déforestation sont parfois imbriqués : pour lutter par exemple contre les impacts négatifs de l’exploitation minière, les actions se situent au niveau de la foresterie (offset de biodiversité / forêt ; restauration, etc.) mais surtout aussi dans l’aménagement du territoire (avec la mise en cohérence des législations).</p> <p>On pourrait aussi se demander pourquoi l’option élevage est développée ainsi. La raison en est que la</p>



	<p>diversification de l'activité des communautés locales par l'introduction du petit élevage peut être un moyen efficace permettant d'améliorer le niveau de vie des ménages et de réduire les impacts de leurs activités sur les ressources naturelles.</p> <p>« Il est à noter que l'élevage peut être une alternative viable pour permettre une diversification des activités des ménages vivant dans les régions forestières et sur le littoral » (p. 48)</p> <p>« Les propositions d'options stratégiques prennent en compte les besoins de toutes les zones agroécologiques. Toutefois, elles ne sont pas exhaustives et seront approfondies lors de la construction de la stratégie. Elles ne constituent ainsi que des pistes de réflexion au regard des informations existantes. Ces propositions découlent des réflexions menées lors des ateliers de consultations et des études réalisées par les partenaires techniques et les institutions de recherche. Aucun ordre de priorité n'est accordé aux options stratégiques proposées » (p.45-46)</p> <p>« Les options stratégiques présentées ci-après sont classées selon des catégories répondant aux contenus des documents de stratégie de développement du Cameroun. Cette catégorisation est encore préliminaire. Elle évoluera au cours des réflexions prévues durant de la phase préparatoire » (p.47).</p> <p>Des études et analyses seront réalisées afin d'identifier les réponses adéquates aux causes directes et indirectes de déforestation lors de la phase préparatoire (voir tableau 12 : ligne sur l'identification des options stratégiques).</p> <p>Il est à noter que le Gouvernement n'est qu'en phase de rédaction du RPP (considéré comme un TDR). Ce RPP ne mentionne que des pistes sur les éléments qui doivent être pris en compte lors de la construction de la stratégie. Les éléments développés dans le RPP ne peuvent ainsi pas être considérés comme la stratégie du Cameroun.</p>
<p>The breakdown by sectors is a good start. However most of these look like "traditional" sectoral policies or strategies. Some ideas like producing electricity from biogas, may need serious feasibility analysis before adoption. Cogeneration in wood processing facilities is likely a cost effective option without subsidies. There is a need to analyze what sort of studies will be needed to fit in with the REDD/LEDS plans generated by this program.</p>	<p>Les options stratégiques présentées dans le R-PP ne sont que des pistes identifiées lors des consultations régionales et lors des concertations pour les réflexions futures afin de construire une stratégie adaptée. Ces options stratégiques ont seulement été classées selon des catégories qui existent. Ces catégories ne sont pas fixes : elles peuvent encore changer et seront mieux adaptés lors de la construction de la stratégie.</p> <p>« Les options stratégiques présentées ci-après sont classées selon des catégories répondant aux contenus des documents de stratégie de développement du</p>



	<p>Cameroun. Cette catégorisation est encore préliminaire. Elle évoluera au cours des réflexions prévues durant de la phase préparatoire » (p. 47)</p> <p>Toutes les options stratégiques identifiées, dont celles relatives aux problématiques énergétiques, devront faire l'objet d'une évaluation coût-bénéfice et d'une étude de faisabilité / rentabilité / opportunité. Ces études seront réalisées lors de la phase préparatoire.</p> <p>« La principale contrainte pour le développement de ces technologies est le coût élevé des investissements initiaux. Des études de faisabilité, de rentabilité et des analyses de coûts/bénéfices seront réalisées pour chaque option techniquement soutenable » (p.51)</p>
<p>Much more attention needs to be given to strategies to address the challenges of land title. And also to address the all-important relationship between forest loss and agricultural expansion, the major dynamic of rural life in much of Cameroon. This is simply not given enough attention.</p>	<p>Voir à partir de la page 51 pour les aspects liés au foncier.</p> <p>« au regard de la future réforme foncière et aux enjeux de la prise en compte de cet aspect dans le mécanisme REDD+, le processus REDD+, durant sa phase préparatoire, pourrait contribuer à faire avancer rapidement cette réforme, ceci en aidant à faire avancer rapidement les réflexions et en donnant les moyens au MINDCAF d'accomplir au mieux ses prérogatives » (p.51)</p> <p>Il est à noter que le Gouvernement n'est qu'en phase de rédaction du RPP (considéré comme un TDR). Ce RPP ne mentionne que des pistes sur les éléments qui doivent être pris en compte lors de la construction de la stratégie. Les éléments développés dans le RPP ne peuvent ainsi pas être considérés comme la stratégie du Cameroun.</p>
<p>P55. The concepts of Zones of implementation (ZOMO) and Zone of Optimal Action (ZOA) are useful as subnational (macro-zone and landscape?) level designations, providing an objective basis on where to focus limited resources. This should be integrated with existing landscape programs under implementation in Cameroon such as the Sangha Trinational and Tridom landscapes and areas in the South Western region (Mt. Cameroon, Takamanda, etc.) and south (Campo Ma'an).</p>	<p>Les délimitations des ZOMO et des ZOA ne sont pas encore connues mais les notions font référence à des échelles sous-nationales. Il n'est alors pas possible de dire au stade actuel si ces zones peuvent être intégrées dans les « landscape ». Leur identification se fera lors de la première année (voir tableau 12 p.60 et voir les modifications à la page 55).</p> <p>« La ZOA-REDD+ peut par contre être considérée comme une zone dans laquelle un ensemble d'initiatives REDD+ ou ZOMO-REDD+ ainsi que des activités connexes à ces initiatives pourront être développées du fait de la solidarité et/ou interaction territoriale et socio-culturelle. Ces activités couvriront une échelle plus large que la ZOMO-REDD+. L'extension des activités permettra par la suite de couvrir la zone agroécologique si l'échelle d'intervention dans les ZOA-REDD+ ne coïncide pas déjà parfois aux zones agroécologiques mais également aux paysages (tels TNS, TRIDOM, etc.) » (p.55)</p> <p>La délimitation des Zones de Mise en œuvre (ZOMO)</p>



	<p>et des zones optimales d'action REDD (ZOA) qui seront fonction de la diversité de notre pays constitue une des actions à mener dans le cadre de la préparation au futur mécanisme REDD+.</p> <p>« L'identification des limites de ces ZOMO-REDD+ et ZOA-REDD+ sera une des activités à entreprendre lors de la première année de mise en œuvre du R-PP. Cette identification est garant de la bonne localisation des projets pilotes et des activités REDD+ à mettre en place » (p. 55)</p>
<p>P56. Table 11 - Pilot projects by agro-eco zones (conceptual) This give a good glimpse of the scope and scale of what will be embraced in the Strategy and Action Plan and examples of the types of projects that could be encouraged and how this varies by agro-eco zone. The issue of pilot projects and their costs is something of a distraction, however. A large price tag is put on the potential pilot projects (twice that of implementing the RPP itself). Since we underline later, in Component 5, that the proposed budget for the R-PP is huge by comparison with the fund-raising already secured, it would be unwise to put too much store at this juncture, by the pilot projects.</p>	<p>Certes les coûts des projets pilotes sont élevés, mais ces projets permettront de concrétiser la REDD+. De plus, les enseignements tirés de ces projets seront utilisés par le pays pour construire une stratégie adaptée.</p> <p>Les objectifs des projets pilotes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alimenter la construction de la stratégie avec des informations sur les activités concrètes menées sur le terrain et sur les réflexions des acteurs locaux ainsi que tester les options REDD+ en vue de tirer des leçons pour peaufiner la stratégie nationale ; - réaliser des activités concrètes pour une meilleure appropriation de la REDD+ et produire les premières réductions d'émission de GES palpables. Les unités de carbone seront valorisées afin de faire bénéficier rapidement les promoteurs et les acteurs des retombées de la REDD+ ; - servir de base d'action pratique de la REDD+ dans les différentes zones agroécologiques du territoire national. <p>(p. 56)</p>
Composante 2c	
<p>The text (on p. 63) notes that some ideas for implementation have come from the consultation workshops, for example, community based projects and activities -- that presumably would generate locally retained revenues, and also acknowledges the role of CSOs in project origination and management. Follow-through on these suggestions should be a key element of monitoring program implementation.</p>	<p>Ces éléments constituent les indicateurs dans le suivi de la mise en œuvre du processus REDD (voir composante 6).</p>
<p>A major issue is that Cameroon is particularly well endowed with legal texts on forests and the environment, but none of them, of course, pay specific attention to the circumstances which will prevail under a REDD regime. Therefore, unless specific REDD legislation is passed, there is a risk of all-important issues of benefit-sharing and legal title to forest lands and benefits, being marginalized. Reviewers feel that this has to be given greater prominence in the RPP.</p>	<p>« Le mécanisme REDD+ devra être inséré dans les politiques et législations sectorielles et en favoriser leurs harmonisations. Les révisions actuelles de la loi-cadre sur l'environnement et de loi forestière sont une opportunité pour faire de la REDD+ un instrument privilégié et pour lui conférer une assise réglementaire. Dans le cadre actuel de la relecture de la loi forestière, l'intégration de la REDD+ n'est plus un questionnement étant donné que la nécessité de prendre en compte la problématique du changement climatique dans la législation forestière et l'émergence du processus REDD+ depuis quelques</p>



	<p>années sont uns des éléments justifiant cette relecture de la loi.</p> <p>Les révisions des législations (leurs mises à jour ou leurs réformes) seront plutôt réalisées dans le cadre de l'aménagement du territoire, dans un objectif de mise en cohérence des législations et politiques sectorielles. La REDD+ apportera son appui à ces différents processus. Le Secrétariat Technique s'approchera des secteurs ayant initié depuis lors leur réforme (dont le foncier, le forestier et l'aménagement du territoire) pour cet appui technique » (p.64)</p>
<p>Conflict resolution mechanisms – basically the provincial technical committees then ultimately the judiciary. Treatment of this subject needs more structure based on experience. Thought should be given to developing mechanisms that operate on a more local level with, perhaps, broader (e.g. more inclusive by gender and ethnicity?) representation or different actors than those that comprise the regional technical committees.</p>	<p>Le RPP donne seulement des indications sur les possibles niveaux d'implantation de ces organes. Ces indications ne sont nullement fixes au stade actuel des discussions. Elles feront encore l'objet d'une étude approfondie.</p> <p>« Des études sont nécessaires pour identifier clairement le niveau adéquat de mise en œuvre des organes de gestion des conflits, les formes, le fonctionnement et les formes, le fonctionnement et les différentes étapes à suivre pour la mise en place d'un mécanisme effectif et efficace de gestion des différends » (p.65)</p>
<p>Benefit sharing mechanisms. The text recognizes the need for a legal basis for assigning carbon rights. The intention to share benefits on a national scale seems overly optimistic (and potentially cumbersome administratively, at least in initial stages where benefits are small. There needs to be a transparent – and simple – way to provide incentives to early adopters to continue. This section acknowledges the need for legal review to establish a basis for carbon rights allocation consistent with existing land and forest laws. The document proposes using an existing community oriented fund (FEICOM?). This merits further study and analysis including of the track record and performance reputation of FEICOM. This subject is fundamental to the future success of REDD in Cameroon, and the reviewers feel that the issue is not given the prominence it needs. Overall this section addresses the main or most important elements that will comprise an adequate workplan. The chronogram may be somewhat optimistic and should provide for initial studies and evaluations of the capabilities of some of the institutions targeted to “lead” implementation of various components and anticipate where technical assistance will be needed.</p>	<p>Nous convenons du fait que le « mécanisme de gestion des fonds » mais également celui du « partage des bénéfices » sont fondamentaux la réussite de la REDD+ au Cameroun en dépendra. Certains ONG et partenaires techniques du MINEP ont déjà initié des réflexions sur ces mécanismes, et ceci dans un objectif de capitaliser les leçons des expériences passées.</p> <p>Mais au stade actuel des discussions et échanges, il n'est pas possible de donner plus d'informations sur ni la forme ni le fonctionnement de ces mécanismes dans le processus REDD+. Des études et consultations seront menées lors de la phase préparatoire pour construire ces deux mécanismes. Ces derniers feront partie intégrante de la future stratégie REDD+ du pays.</p>
Composante 2d	
<p>The initial pages of this section provide a useful and highly relevant preliminary list of questions, many of which were raised in the initial consultations about rights and revenue sharing at various levels. The</p>	<p>Au stade actuel des échanges, il n'est pas possible de savoir de quelle manière la SESA va aider à gérer ces questions de partage de bénéfice et d'utilisation des terres. Les informations qui sont données dans le RPP</p>



<p>document could usefully go quite a bit further in the discussion about benefit-sharing, land-use and land-tenure, all of which are fundamentally important issues in the impact of a potential REDD regime on forest communities. The text does not yet give enough reassurance as to how these issues are going to be tackled. The text is much stronger on “what” the SESA process is about, than “how” it is going to be implemented. This needs some further work.</p>	<p>sont des éléments qui ont été évoqués lors des consultations régionales et nationales et qui méritent d’être pris en compte dans l’EESS. Ces informations ne sont même pas exhaustives. Elles méritent d’être complétées. Les travaux permettant de construire la SESA mais également de construire le CGES afin que les risques soient minimisés seront entrepris lors de la phase préparatoire.</p> <p>Voir les modifications p.72 : « Le CGES qui résultera de la mise en œuvre de l’EESS fera partie intégrante de la future stratégie REDD+ du Cameroun. L’outil CGES fournira ainsi les balises pour que les principales préoccupations environnementales et sociales soient réduites dès la construction de la stratégie. En cas de besoin, des mesures correctrices seront mises en place dès cette phase et le cas échéant lors de la mise en œuvre de la stratégie ».</p>
<p>The rationale for the SESA seems appropriate. Also building on prior experience with VPA/FLEGT etc. as noted, will be useful. The text also acknowledges that capacity building is an element of SESA given limited local experience. This may be particularly relevant at the provincial (e.g. subnational) level. The technical committee should draw on experience of long standing rural development programs linked to conservation implemented by organizations such as GiZ, WWF and WCS as a source of best practice knowledge for engagement with civil society and rural communities. A review of existing legal texts and regulations as indicated on P 72 with regard to potential conflicts and gaps is an important component of this activity. This should be scaled to match the budget resources available (e.g. from FCPF) that are indicated in Table 2d.</p>	<p>Tableau 14 : une ligne est rajoutée dans la planification des activités</p> <p>« Les indicateurs qui seront pris en compte dans l’EESS et pour la partie 4b se baseront sur des indicateurs identifiés dans d’autres cadres. Il s’agit par exemple des critères et indicateurs de gouvernance développés dans le cadre du processus APV/FLEGT, des critères et indicateurs mis en place pour le suivi de la gouvernance forestière (en se référant aux travaux réalisés par l’Observateur Indépendant) et des critères et indicateurs développés par les projets / programmes de conservation mis en place par les partenaires techniques et financiers du MINEP et du MINFOF » (p. 74).</p>
<p>Composante 3</p>	
<p>Overall, this is a good statement of the tasks that must be undertaken but it is done on a very generic level – on the whole we have a list of the things that must be addressed, but we don’t have a good sense of how hard it will be and who will do it. These specifics, put into a stepwise work plan, are required before the section can meet the standard.</p>	<p>Voir les modifications sur les différentes étapes (p.77 à 79) et le chronogramme y afférent (tableau 18, p87-88).</p>
<p>For example, we don’t see the specific drivers of deforestation and forest degradation discussed – only more vague points that various options will be “taken into consideration.” Moreover, it will be important to settle on a definition of forest as soon as possible – the proposal says “early in 2013” – because that definition will drive much of the work on data. Some discussion of the stratification of the country into agroecological zones is provided, and that will be a good way to develop the reference level and MRV systems, but that connection has not yet happened. There is a good list of available data on page 78, but not much in the way of assessing the quality of that</p>	<p>Des collectes de données sont prévues afin de compléter les informations manquantes, non seulement sur les causes de déforestation (l’étude est prévue dans la partie 2a) mais également pour renforcer les données sur les inventaires forestiers et sur les calculs de stock de carbone.</p> <p>L’étude sur les causes de déforestation est une des premières études programmées dans la phase préparatoire (voir figure 6, p.62). Les résultats de cette étude seront par la suite utilisés par toutes les composantes du R-PP.</p>



<p>data and the relative importance of the various data sets. The point about lack of reliable data on the major causes of deforestation, which was made in section 2a, is repeated here, but there is no plan for collecting such data on causes, which will be critical.</p>	<p>L'inventaire forestier national (MINFOF, FAO-2004) du fait de l'horizon temporel court (2002-2003) ne peut pas renseigner sur la dynamique ; il est nécessaire d'avoir un pas de temps d'au moins 5 ans</p>
<p>The document proposes to use an "adjusted" historical baseline beginning in 1990, with adjustments based on projected patterns of development. These patterns are well documented and are a part of the country's development process from now until 2035, and need to be properly taken into account. The analysis will be organized by the six agro-ecological zones described and delineated previously, in Component 2, Carte 1 (page 31).</p>	
<p>The "adjusted" (projected) baseline will incorporate information on trends and policy factors (Section 2a) that will be used in modeling projected changes based on national development trends and projections. Calculations will be "clustered" by agro-ecological zones. It is not clear whether a tier 1 (global defaults) or tier 2 (national or subnational base values) will be used.</p>	<p>Dans un premier temps, en absence de données très précises et couvrant tous les biomes existants dans les zones agroécologiques, il est indispensable d'utiliser le tier 1 et le tier 2. Ces étapes ne sont qu'intermédiaires étant donné que l'objectif pour le Cameroun est d'aboutir au tier 3.</p> <p>Voir également les précisions pour la partie MRV - p. 93</p>
<p>The document indicate the intention to focus national emissions calculations on "forests" and reviews various definitions of forest including international (FAO) and various outputs of the UNFCCC (Kyoto Protocol, Marrakech Accords), and the 1994 National Forest Law but notes that adoption of a working definition of "forest" for calculations of forest cover and emissions will be done based on further analyses to be done during PY1.</p>	<p>La définition de la forêt sera arrêtée lors de la première année de mise en œuvre du R-PP. les résultats de cette activité impactera toutes les activités sur le suivi du couvert forestier et sur la comptabilisation du carbone.</p>
<p>On pages 78-81 and Tables 16 and 17 the document provides a good summary of existing data sources and methodologies to be evaluated in the development of the analyses for recognizing "forests" and calculating carbon stocks and flows but does not indicate a "choice" of methodologies, pending further analysis. Particular mention should be made of the thousands of hectares of forest that have been inventoried as part of the community and communal forest programmes of the last twenty years.</p>	<p>"Les images satellitales seront utilisées afin d'estimer les données d'activités relatives entre autres aux variations de superficie et d'affectation des terres. Un système de surveillance sera ainsi mis en place et les données de surveillance de l'utilisation des terres par satellites seront produites annuellement. Les résultats des différents inventaires permettront par la suite de vérifier les superficies des forêts (en prenant en compte les différentes caractéristiques des végétations dans les zones agroécologiques). Les résultats des différents inventaires permettront par la suite de renforcer ou de corriger les analyses produites par les images satellites" (p. 84)</p> <p>Voir les ajouts dans le tableau 15, p. 80 pour la prise en compte des résultats obtenus dans les forêts communautaires et communales.</p>
<p>The document notes the intention to engage a number of government departments and national universities in the compilation and assessment of relevant datasets. It is noted with some concern that no mention is made of the institutions in the north of the country, essential for doing justice to the full range of agroecological zones that cover the length of this diverse country. Engagement with regional</p>	<p>Les institutions qui peuvent actuellement analyser les données et gérer les bases de données nationales se trouvent principalement à Yaoundé. Les délocaliser dans les différentes régions engendrerait dans un premier temps des coûts considérables. Cette délocalisation n'est pas ainsi considérée comme une priorité. Toutefois, les institutions telles les Universités de Maroua et de Ngaoundéré seront</p>



<p>institutions with relevant experience and expertise (such as OSFAC) should be considered for advice and expertise on relevant and practical assessment and production of useful products from remote sensing data sources.</p>	<p>mobilisées pour des formations spécifiques.</p> <p>« Les expertises sous-régionales et internationales (dont celles de l'OSFAC, des projets FAO/COMIFAC, etc.) seront également mobilisées, non seulement pour le scénario de référence mais également pour le MRV (voir composante 4) pour appuyer la cellule technique et les institutions contribuant à la construction du scénario de référence, surtout pour les analyses des images satellitaires. Un transfert de compétence est prévu afin de développer l'expertise nationale » (p. 82)</p>
<p>Studies to establish the projected baseline and reference level will be integrated with work on establishing an MRV system (described in Component 4). The section also provides a brief and somewhat superficial overview of capacity development needs to achieve the intended results. If financial resources are limited, it may be necessary to scale back on the range of national institutions that are envisioned to contribute to this component. This should be done on the basis of prioritized needs to accomplish the intended project outputs within available resources.</p>	
<p>A good point is made that choices of development goals will have repercussions on the forest and GHG removals, and that rapid development of mining and agribusiness must be taken into account. This is all true, but there needs to be in addition a plan to show how each of these points will be addressed (the impact, the institution that will deal with it, and the timeline and budget). The plan must also show different approaches for the different agroecological zones. The annex provides a list of topics and data collection needs, but not a plan for carrying this out. There is a good discussion of how models will be used, and this provides a start on a plan. But it is also noted that modeling skills are low, so there will be additional capacity building required.</p>	<p>Voir les ajouts sur les TDR en annexe 3.</p>
<p>There is a brief discussion of existing capability at various institutions, and it is noted that these capabilities must be strengthened through training – but no specifics about what actual training will be required. The COMIFAC/FAO program mentioned in component 4 could be helpful here.</p>	<p>« Les formations toucheront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les traitements des données cartographiques et des images satellites ; - la modélisation ; - le renforcement de la gestion de base de données (non seulement cartographique et satellitaire, mais aussi statistiques, biologiques, etc.). » <p>(p. 86)</p> <p>« La réalisation de ces formations se fera avec l'appui technique et financier des projets / programmes en cours dans la sous-région (tels le projet FAO/COMIFAC ou le projet sous-régional REDD, l'appui technique de la Coopération Japonaise, l'appui de l'AFD à travers le programme C2D, etc. » (p.86)</p>



<p>The chart at the end of the section gives a sense of “what” should be done, but we still lack the “who” and “how” – which institutions will be responsible for which activity and how will they carry them out? It would be useful to develop a work plan with an outcome chain (see Kenya, Tanzania, and Uganda R-PPs for examples that clearly show what is to be done.)</p>	
Composante 4a	
<p>The section starts with the principles for the development of the MRV system and outlines what should be done for monitoring. It notes that there have been many efforts to map the forest, but no real centralization of the data. Examples of available data are discussed, but how these will be subject to quality control is not clear. Maps of land use are discussed, and there is a generic figure on p. 92 that shows how regional data are combined to provide national information. There is a useful list of the elements of the MRV system, and a discussion of which institutions will be involved. There is also a discussion of the existing technical capacities and needs for the future with specifics on courses to be taught.</p>	<p>Le contrôle de qualité des cartes et des inventaires existants se fera par un échantillonnage permettant de comparer ce qui ressort des documents et ce qu’on observe sur le terrain. Un certain pourcentage de parcelles échantillonnées fera l’objet de mesures par une équipe différente en utilisant les mêmes méthodes. On pourra ainsi établir les écarts. Les méthodes elles-mêmes seront rendues publiques. L’Utilisation des images satellitaires à haute résolution est aussi évoquée afin de vérifier les images interprétées.</p>
<p>Local communities are mentioned (p. 89) as playing a role in data collection, but exactly how this will happen is not developed further. This is a serious shortcoming, since these groups are an essential component of the dynamic of the forest, and have a potentially important role to play in any MRV system. This needs to be better addressed.</p>	<p>Le MRV sera fonction dans les ZOA-REDD. Les approches seront spécifiques pour chaque zone agroécologique. Le niveau d’implication sera ainsi fonction du milieu.</p> <p>Tous les travaux à haute valeur de main d’œuvre feront appel aux communautés locales pour produire de l’emploi local. Au-delà des aspects carbone, le suivi social des activités REDD impliquera obligatoirement les communautés locales. Les rapports proviendront ainsi pour l’essentiel des groupements locaux.</p> <p>« Les communautés locales et autochtones interviendront pour les mesures à réaliser au niveau local. Elles seront également mobilisées pour apprécier les changements d’affectation des terres, et ainsi les causes de déforestation et de dégradation en cours. La société civile quant à elle sera présente pour le suivi du registre et l’homologation des projets / programmes REDD+. » (p. 92)</p> <p>Par essence, la REDD+ se fera sur le terrain, et c’est la raison pour laquelle les consultations auront lieu localement. Le Cameroun étant en phase de décentralisation, l’implication et la participation des communautés locales seront incontournables.</p>
<p>The MRV system aims to measure carbon stocks and flows in all of the components of REDD+ as well as tracking changes in drivers, socioeconomic benefits and governance changes, adhering to IPCC and other</p>	<p>« Le Cameroun respectera la décision 4/CP.15 de Copenhague, les recommandations méthodologiques du Groupe d’Experts intergouvernemental sur</p>



<p>UNFCCC generated guidance, to the extent appropriate, clustered by agro-ecological zone.</p>	<p>l'évolution du climat (GIEC) de 2003 et de 2006 ainsi que des lignes directrices du GIEC sur le secteur de l'agriculture, de l'utilisation des terres et de la forêt de 2008 » p.87</p> <p>« Pour assurer le suivi des activités REDD, une carte des types d'utilisation des terres sera réalisée prenant en compte la dynamique d'utilisation des terres dans les différentes zones agroécologiques (voir 2a). Elle constituera le point à partir duquel chaque modification future de cette superficie sera déterminée. Cette carte (nommée ici carte de référence) serait liée à une année de référence par rapport à laquelle toutes les activités REDD+ futures seront suivies (voir la liste des activités potentielles en 2b). La carte de référence sera mise à jour au début de chaque intervalle d'analyse. On peut envisager des cartes à différentes échelles (national, régional, communal au moins) ». (p.91)</p>
<p>Data inputs from satellite-based remote sensing, forest inventory plots and cartographic products will be used. Actual methodologies and their application will be influenced by future UNFCCC decisions on monitoring requirements and IPCC guidance on methodology. There is a certain amount of confusion in the text about the use of different satellite image systems (Landsat and Terra Modis); this should be easy to clear up.</p> <p>A considerable amount of capacity building will be required. This is not very clearly delineated and a prioritized assessment of existing capacity and needs should be done as an element of the PY1 work plan. Consideration of what regional facilities and capacities are available should be given, both for capacity building and for production of high quality analytical products.</p>	<p>L'utilisation des placettes est obligatoire pour faire le suivi forestier. Mais dans les zones non forestières, d'autres méthodologies peuvent être mobilisées. Toutes les méthodes pouvant concourir à la réalisation du MRV devront être mobilisées. Mais leur identification est programmée lors de la première année de mise en œuvre du RPP.</p> <p>Pour les images satellitaires :</p> <p>« Un point de départ pour la construction du MRV serait l'utilisation des images Terra Modis pour identifier les « hot spots » de la déforestation. A la suite, pour l'affinage, les images Landsat de 30 m de résolution pour les années 1990, 2000 et 2005 seront mobilisées pour cartographier la dynamique du couvert forestier avec des unités minimales de cartographie de 1 à 5 ha à des intervalles de 5-10 ans. Cela suppose bien entendu des contrôles de terrain permettant d'améliorer les classifications supervisées. Les images haute résolution (type IKONOS) pourront permettre d'effectuer des contrôles ponctuels sur des espaces échantillonnés. L'inventaire des documents et données disponibles devra être fait au préalable pour les photos aériennes, cartes et images satellitaires disponibles. Les seules images satellitaires à acquérir sont celles à très haute définition, permettant une analyse pointue de la déforestation et de la dégradation des forêts dans certaines zones caractéristiques. » (p.92)</p> <p>L'idée exprimée dans le texte est d'indiquer la manière dans une approche scalaire d'utiliser des données de satellites de résolution très différente. Le spectroradiomètre imageur à moyenne résolution (MODIS) à bord des satellites AQUA et TERRA de la NASA a été conçu pour l'étude et la surveillance de l'environnement au sens large (grand champ). Pour le</p>



	<p>Cameroun, avec des résolutions spatiales de 250, 500 et 1000 m, il ne peut permettre de détecter que les grands foyers (trous) ou hotspots de déforestation. Avec les données Landsat, la résolution est améliorée autorisant des classifications dans le couvert végétal.</p> <p>Une des premières activités du Secrétariat Technique est la construction du plan d'action détaillé. Ce dernier permettra d'identifier les réels besoins en formation, en matériels divers, etc. pour la construction du système MRV.</p> <p>Le renforcement des capacités est fortement souligné dans le document par rapport aux domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les lignes directrices GIEC et les inventaires et les évaluations des GES (en relation avec le volet 3 du présent document) ; - la télédétection et le SIG ; - les négociations internationales sur le climat et la REDD+, prenant ainsi en compte les différentes directives à respecter. <p>L'identification des besoins en renforcement de capacité se fera lors de la construction du plan d'action. La liste ci-dessous sera ainsi renforcée et complétée. Le renforcement des capacités est néanmoins prioritaire et sera intense dès la première année.</p>
<p>Related to the presentation in the proposal, and given its importance, it is surprising not to see mention of the new UN-backed forest monitoring program involving Cameroon and 9 other Central African countries – the new initiative targets 200 million hectares in the Congo Basin, and is funded with about €6 million from the Congo Basin Forest Fund, managed through COMIFAC and FAO, with technical support from the Brazilian Space Agency INPE. This program will be helpful to Cameroon as it plans its REL and MRV system. There is a brief mention of cooperation with FAO and Brazil in Annex 2b on p. 131 which may refer to the new program. If that is the case, it would be better to have some mention of this program in the body of the proposal. Funding from COMIFAC is mentioned at the bottom of p.99, but it's not clear that this funding refers to the new MRV program.</p>	<p>« La réalisation de ces formations se fera avec l'appui technique et financier des projets / programmes en cours dans la sous-région (tels le projet FAO/COMIFAC ou le projet sous-régional REDD, l'appui technique de la Coopération Japonaise, l'appui de l'AFD à travers le programme C2D, etc.). » (p. 89)</p> <p>Ces projets / programmes visent tous le renforcement de capacités à tous les niveaux, notamment sur la construction du MRV et du scénario de référence.</p> <p>Pour les informations de la page 99, il s'agit du Projet Régional REDD financé par la Banque Mondiale.</p> <p>Le Cameroun actualise son inventaire sur les projets / initiatives REDD+ afin de les capitaliser et d'en tirer des enseignements sur les activités passées.</p>
<p>Now all of this needs to be brought together into a true work plan with identification of the specific methodology to be used, the priority of actions, which institutions will be responsible for which part of the plan, and how this will be spaced out in time. From that plan, it would be possible to develop a more realistic budget.</p>	<p>Les méthodologies à adopter, prenant en compte les différentes caractéristiques des zones agroécologiques, seront identifiées lors de la mise en œuvre du RPP.</p> <p>La programmation proposée dans le présent document ne donne qu'une première orientation du calendrier indicatif et des étapes à poursuivre. A ce jour, il n'est pas possible d'établir un calendrier détaillé des activités à entreprendre.</p>



	<p>Un plan de travail général sera réalisé au début de la mise en œuvre du RPP. Ce plan de travail sera renforcé par la réalisation annuelle d'un PTA (plan de travail annuel). Des ajustements peuvent ainsi être mis en place annuellement en fonction de l'avancement des activités entreprises et des contraintes techniques et financières observées. En effet, la mise à disposition des financements peut être un facteur bloquant par rapport à l'avancement des travaux prévus (voir p. 95-96 et tableau 149 p. 98-99).</p> <p>Nous réitérons que le budget est indicatif mais les besoins réels pour la préparation du Cam pour la REDD+ est au-delà de ce budget indicatif. Pendant la préparation du Cam, des précisions en termes de besoins, d'actions et d'activités pilotes permettront de donner plus de précision et de cadrer ce budget.</p> <p>La préparation consiste à préciser ces besoins et ceci sera réalisé dans le cadre de la construction du plan d'action.</p>
Composante 4b	
<p>The intention of involving a number of institutions in this aspect of monitoring is admirable. What is not made clear is how non-institutional stakeholders (IP groups and other forest-dependent people) might be involved. To be effective and efficient the system needs to identify the most important parameters to monitor and set up a practical system to do so. There is a sense that the monitoring of carbon will always assume a higher importance than the monitoring of the potential co-benefits</p>	<p>Le MINEP s'intéressait déjà au monitoring environnemental et social bien avant la REDD+. Aujourd'hui, nous sommes en train d'élaborer un guide pour le monitoring environnemental. Le MINEP envisage de l'élargir au monitoring social en y intégrant les problématiques soulevées par la REDD+.</p> <p>Ce monitoring se fera en mettant en place des indicateurs sur les éléments environnementaux et sociaux majeurs.</p> <p>Le MRV (carbone et cobénéfices) sera un des éléments du monitoring effectué par le MINEP.</p> <p>Pour la vérification de la qualité des données cartographiques, sur les mesures de carbone et les cobénéfices, la cellule MRV fera appel à un consultant indépendant.</p> <p>" (...) les structures de gestion déconcentrées et décentralisées seront mobilisées pour la collecte des données (enquêtes, mesures sur terrain, etc.) afin que les caractéristiques des zones agroécologiques soient prises en compte dans le système à mettre en place. Il en est des communautés locales, y compris les peuples autochtones et les femmes qui participeront activement à la collecte des données de terrain et à la validation des données dans le système mis en place. Ces groupes participeront aussi au suivi du système MRV, surtout dans les zones agroécologiques. De leur côté, la société civile prendra part non seulement dans le montage mais aussi et surtout dans le suivi du registre et du</p>



<p>While Annex 2d provides TORs for an SESA, a simple workplan for how this part of the program will be put into implementation that provides more detail than is given in Table 19 is needed, in particular for the initial 2 years of RPP implementation.</p>	<p>mécanisme d'homologation ». (p.96)</p> <p>Voir les modifications apportées pour la planification des activités (tableau 20, p. 102-103).</p>
<p>Composante 5</p>	
<p>This component has struck all the reviewers as being unrealistic. The large gap between the \$4.3 million already identified from four sources, and the \$32 million sought in all, makes the whole programme a very risky one. Which components of the work would be at risk, if less than 15% of the budget were all that was available? Where will the rest of the money come from? It also seems that the projected costs of the components are, by comparison with other countries, very high.</p>	<p>Compte tenu de la vision REDD+ que présente le Cameroun, la grande diversité de notre pays traduite par les 5 zones agroécologiques qui implique des actions spécifiques pour chacune d'elles au profit de la REDD+, nous considérons que le budget présenté est en dessous des besoins réels de mise en œuvre du processus.</p> <p>Il est utile de relever que la REDD+ s'intègre dans les actions de développement de notre pays (voir DSCE). A cet effet, les financements des actions prévues dans le RPP vont avoir plusieurs sources : FCPF, UN-REDD, JICA, GIZ, PSFE, etc. et les autres appuis (dont ceux prévus par le FEM, etc.). Dans ce cadre, en soulignant que des précisions vont être apportées dans l'avenir, le RPP se veut aussi être un document d'appel de financements (shopping document) pour les activités pilotes qui seront mises en œuvre.</p> <p>Pour le Gouvernement, de nombreux financements sont apportés dans les actions de gestion durable des forêts, de reboisement à travers l'opération Sahel Vert, l'efficacité énergétique, la modernisation de l'agriculture et élevage, de gestion des aires protégées, aménagement du territoire, etc. Tous ces financements concourent à la REDD+. Les budgets y afférents, sur fonds propres du Gouvernement, sont décidés annuellement. Il n'est donc pas possible de prévoir à l'avance les montants alloués pour toute la durée de la phase préparatoire. L'esprit de la convention CCNUCC veut que les activités de réduction des émissions dans les pays en développement soient soutenues par la communauté internationale. D'où l'importance du MRV.</p>
<p>Given the large "gap" between expected funds from FCPF and those that are projected to be needed and the plan to meet the shortfall from UN-REDD and other (unspecified) bilateral donors, careful phasing and sequencing of activity implementation will be necessary to maintain program coherence. This is especially true because of the time lag between proposal preparation and funding approval for most donor agencies and the uncertainty of funding from sources that are not yet committed. Noting that no Cameroon Government funding is indicated beyond 2012 in Table 5, that needs to be explained. If the Government is committed to this exercise, a more long-term commitment of funds should be indicated. Table 5 (Pages 100-101) needs to delineate more</p>	<p>Pour le Gouvernement, de nombreux financements sont apportés dans les actions de gestion durable des forêts, de reboisement à travers l'opération Sahel Vert, l'efficacité énergétique, la modernisation de l'agriculture et élevage, de gestion des aires protégées, aménagement du territoire, etc. Tous ces financements concourent à la REDD+. Les budgets y afférents sont décidés annuellement. Il n'est donc pas possible de prévoir à l'avance les montants alloués pour toute la durée de la phase préparatoire. L'esprit de la convention CCNUCC veut que les activités de réduction des émissions dans les pays en développement soient soutenues par la communauté internationale. D'où l'importance du MRV.</p>



<p>clearly how FCPF (and UN-REDD?) funds will be applied as together these will fall far short of the figures given in the table.</p>	
<p>In conclusion, the proposal does not provide a clear delineation of how FCPF and UN-REDD funds will be used. The budget needs to be constructed based on funds that are expected to be available at inception or are expected soon thereafter. There needs to be a plausible assessment of expectations of funds from other sources (GEF, bilateral and multilateral donors, etc.). The contributions from the GoC need to be indicated within the budget breakdown, not just in a single line at the bottom of the table.</p>	<p>Voir les budgets dans toutes les composantes du document, repris dans la composante 5 (ligne appui FCPF). Le montant alloué par le FCPF (à hauteur de \$3,6 millions) est répartie dans tous les volets du RPP. Tout ceci n'est possible que dans un contexte de facilitation de la mise à disposition des fonds. Par ailleurs, le Gouvernement est en discussion avec l'UN-REDD pour le financement du processus REDD+.</p> <p>« La part du budget qui sera donné par le Gouvernement n'est pas encore définie. Les budgets sur fonds propres du Gouvernement sont décidés annuellement (budget général de l'Etat). Il n'est donc pas possible de prévoir à l'avance les montants exacts alloués au processus REDD+ pour toute la durée de la phase préparatoire. Il est néanmoins possible d'anticiper une participation annuelle du Gouvernement à hauteur de \$200 000 à \$300 000 en se basant sur le montant alloué en 2012. Ce montant sera sûrement revu à la hausse annuellement en fonction de l'évolution du processus » (p.104)</p>
<p>Composante 6</p>	
<p>The schedule for project monitoring and reporting with annual reviews and semiannual reports and a mid-term evaluation seems appropriate. However the plan to “merge” project implementation monitoring with the overall MRV system that is to be developed under the project seems inappropriate. The project monitoring needs to be closely controlled by the project management team while broader MRV for emissions, deforestation and degradation and safeguards will be done by specialized units existing within the government or collaborating institutions. It is not realistic for these programs that are “under construction” to take on the role of monitoring project implementation other than reporting out on progress (and problems encountered) within their own domains.</p>	<p>Le tableau en Annexe 6 (p.143) est mis dans le corps du document. Il a été néanmoins complété pour répondre aux standards.</p>
<p>Indicators need to be defined more clearly, not just in “generic” terms as they are currently (with details relegated to an Annexe). There should be specific targets and milestones to ensure adequate and timely progress can be tracked. It would also be appropriate, and reassuring to other stakeholders, to indicate how the results of the monitoring will be made public.</p>	<p>Idem que la réponse précédente</p>
<p>The budget for monitoring of project implementation is inadequate and, as presented in Table 6 is funded for only one year (2013, PY2), This does not conform to normal conventions and best practice for project administration.</p>	<p>Le budget a été réajusté afin de pouvoir mettre en place un système de suivi et d'évaluation effectif et efficace.</p>